



**EXTRAIT DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS**

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 27 Mai 2021
Convocation du : 21 Mai 2021
Conseillers en exercice : 35
Conseillers présents : 29

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, le 27 Mai à dix neuf heures trente, les membres du Conseil Municipal de la Ville d'ARMENTIERES se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Bernard HAESBROECK, Maire.

PRESENTS : Jean-Michel MONPAYS, Sylvie GUSTIN, Arnaud MARIE, Céline LEROUX, Catherine DE PARIS, Hugues QUESTE, Martine COBBAERT, Jean-Louis MERTEN, Martine DUBREU, Dominique BAILLEUL, Rut LERNER-BERTRAND, Véronique NAEYE, Carole CASIER, Philippe CATTOIRE, Pierre VANNESTE, Sylvie DELANNOY-CUISINIER, Sophie TANGHE, Cristiane DELESTREZ, Grégory PICKEU, Lahcem AIT EL HAJ, Philémon BRUNET, Patricia CASSAN, Hans LANDLER, Caroline BAURANCE, Michel PLOUY, Catherine HALOS, Dominique BIANCHI, Bruno VANGAEVEREN

EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR : Laurent DERONNE, Valérie PRINGUEZ, Thomas BLACTOT, Ibtissam MARZAK-AFFAOUI, Alexis DEBUISSON, Jean-Jacques DERUYTER, ont délégué respectivement Bernard HAESBROECK, Hugues QUESTE, Jean-Michel MONPAYS, Catherine DE PARIS, Sylvie GUSTIN, Michel PLOUY pour les représenter conformément à l'article L. 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

SECRETAIRE DE SEANCE : Dominique BAILLEUL

DE21.052

MARCHÉS PUBLICS
GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE LA VILLE D'ARMENTIÈRES ET LE CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE D'ARMENTIÈRES
POUR LES CONTRÔLES TECHNIQUES DES VÉHICULES
CONVENTION CONSTITUTIVE

Autorisation – Approbation

☞

La Ville d'Armentières et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) doivent, respectivement, lancer une consultation pour les contrôles techniques de leurs véhicules.

Dans un souci de mutualisation des moyens et d'économies d'échelles, la Ville et le CCAS d'Armentières ont décidé de constituer un groupement de commandes pour bénéficier de prix plus intéressants. Pour ce faire, une convention constitutive de groupement doit être établie. Elle fixe le cadre juridique nécessaire à la passation de ce marché public commun.

Cette convention désigne la Ville d'Armentières comme coordonnateur qui, à ce titre, est chargée d'organiser la procédure, de la rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises au choix des titulaires. Une fois le choix établi, le coordonnateur signera les marchés et procédera à leur notification.

Le coordonnateur réalisera la procédure conforme à l'estimation financière des besoins à satisfaire à savoir 11 500 € TTC sur 4 ans. Cette estimation correspond au seuil prévu par le Code de la commande publique dans le cadre d'un marché à procédure adaptée. Cette procédure sera mise en application conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code la commande publique.

La Ville d'Armentières et le CCAS, membres du groupement, effectueront leurs commandes directement auprès des prestataires retenus et régleront les factures correspondantes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'approuver la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville d'Armentières et le Centre Communal d'Action Sociale d'Armentières et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

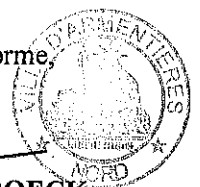
Ainsi fait et délibéré
comme ci-dessus,

Pour expédition conforme,

Le Maire,


Bernard HAESBROECK

Vice-Président de la Métropole
Européenne de Lille



Groupement de commandes entre la Ville d'Armentières et le Centre communal d'action sociale d'Armentières (CCAS)

Marché public relatif aux contrôles techniques des véhicules

Convention

Entre les soussignés,

La Ville d'Armentières, représentée par son Maire, Monsieur Bernard HAESBROECK, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du

D'une première part,

et

Le Centre communal d'action sociale d'Armentières (CCAS), représenté par son Président, Monsieur Bernard HAESBROECK, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration en date du

D'une seconde part

Il a été décidé ce qui suit :

En vue d'éviter une multiplication des procédures de marchés publics et de réaliser des économies d'échelle, la Ville d'Armentières et le Centre communal d'action sociale (CCAS) d'Armentières proposent de mutualiser leurs moyens en créant un groupement de commandes, conformément aux dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique, pour **les contrôles techniques des véhicules**.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué, entre la Ville d'Armentières et le Centre communal d'action sociale (CCAS) d'Armentières, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique pour la passation de marchés de fournitures et services propres à chaque membre.

Le groupement de commandes ainsi institué aura pour mission de procéder à l'organisation du marché public relatif **aux contrôles techniques des véhicules**.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

2.1 Désignation du coordonnateur

Les membres du groupement désignent la Ville d'Armentières, qui l'accepte, comme coordonnateur.

2.2 Missions du coordonnateur

La Ville d'Armentières, désignée comme coordonnateur, dans le respect du Code de la commande publique, est chargée de l'organisation de la consultation jusqu'à la désignation des entreprises retenues.

A cet effet, le coordonnateur :

- centralise et récapitule les besoins des membres du groupement,
- met en œuvre le mode de consultation approprié dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et assure le déroulement et le suivi de la procédure,
- convoque et assiste aux comités,
- avise les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- signe les marchés et procède à leur notification.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et ce jusqu'à la fin du marché.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par la Ville d'Armentières et le Centre communal d'action sociale d'Armentières (CCAS), dénommés « membres du groupement de commandes », signataires de la présente convention.

Le Centre communal d'action sociale d'Armentières (CCAS) s'engage à :

- transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordonnateur,
- respecter le choix du (des) titulaire(s) du marché correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins,
- informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 : PROCÉDURES DE PASSATION DE MARCHÉ

Le coordonnateur réalisera la procédure conforme à l'estimation financière des besoins à satisfaire qui est de 11 500 € TTC pour 4 ans. Cette estimation correspond au seuil prévu par le Code de la commande publique dans le cadre d'un marché à procédure adaptée. Cette procédure sera mise en application conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 : COMITE D'ATTRIBUTION

Le Comité d'attribution sera celui du coordonnateur. La présidence du Comité d'attribution, assurée par le représentant du coordonnateur, décidera de retenir le titulaire de chaque lot.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES

7.1 Frais liés à la procédure :

Les frais matériels éventuels de fonctionnement du groupement et notamment de la publicité et de reprographie seront à la charge du coordonnateur, étant entendu que la mission de coordonnateur assurée par la Ville d'Armentières ne donne lieu à aucune rémunération.

7.2 Facturation :

Les membres du groupement effectuent leurs commandes directement auprès du titulaire du ou des lots qui les concernent et règlent les factures correspondantes.

ARTICLE 8 : RÈGLES APPLICABLES AU GROUPEMENT

Le groupement est soumis aux règles générales du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 : TRANSMISSION AU COMPTABLE PUBLIC

Le coordonnateur transmettra au comptable public d'une part la délibération et la convention relatives au groupement de commandes, d'autre part les pièces constitutives des marchés.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal administratif de Lille.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par les membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque les membres du groupement ont approuvé les modifications.

Fait à Armentières, le

**Pour la Ville d'Armentières,
Bernard HAESEBROECK,
Maire**

**Pour le Centre communal d'action sociale
(CCAS),
Bernard HAESEBROECK,
Président**